



Changer de PDG ne suffira pas à remettre sur pied le service public de l'électricité

Communiqué SUD-Energie, 25/03/2025

Le service public n'était pas dans le vocabulaire de Luc Rémont. Il a mené EDF comme une "entreprise comme une autre", tentant de maximiser son profit aux dépens du service public de manière encore plus zélée que ses prédécesseurs. Il a tenté de vendre la production d'EDF au plus offrant, de multiplier les "offres de marché", d'étendre les activités de l'entreprise partout où se profilait un profit.

Le spectacle d'un "conflit" entre EDF, nommé par décret gouvernemental à la tête de l'entreprise 100% publique, et l'Etat avait quelque chose de grotesque.

Nous souhaiterions, bien sûr, qu'EDF redevienne une entreprise de service public. Mais il faudrait pour cela lever les ambiguïtés et les contradictions qui entourent les attentes vis-à-vis d'EDF et plus largement du secteur électrique. Tant que l'entreprise devra se plier à une pseudo-concurrence et chercher le profit tous azimut, les usagers ne bénéficieront pas d'un service public de l'électricité qui exige des prix stables et équitables, qui garantisse l'accès à tous à l'énergie tout en permettant une transition juste vers une société plus sobre, dans le respect des limites planétaires.

Et tant que le gouvernement n'aura pas admis que l'électricité n'est pas une marchandise comme une autre, qu'elle ne peut pas être mise en concurrence, le théâtre d'ombre avec la Direction d'EDF et la Commission européenne continuera. Les prix de marché aberrants, très éloignés des coûts de production, continueront à peser sur ce secteur si essentiel au quotidien et à l'avenir de tous.

Nous dénonçons depuis longtemps l'attitude de Luc Rémont, s'opposant à une réglementation efficace des prix de vente du parc de production historique (voir notre [analyse détaillée du mécanisme de régulation post-Arenh](#) de 2023). Mais il ne suffit pas de changer le PDG d'EDF pour sortir de l'impasse : il faut enfin admettre que l'électricité est fondamentalement inadaptée à la concurrence, et revenir à un service 100% public.

contact : anne.debregeas@gmail.com